

RADICALITÉ MILITANTE ET MILIEUX POPULAIRES :

Par Charlotte Renouprez

LE GRAND ÉCART ?

Que peuvent provoquer les nouveaux codes militants qui ont émergé ces dernières années auprès de celles et ceux qui ne sont absolument pas familiers de ces pratiques ? Pas simple comme question, d'autant qu'elle est encore très peu documentée. Cet article prendra donc la forme d'un tâtonnement à base d'expérience personnelle et d'une assez mince littérature existante.

Cette interrogation, pour être franche, me travaille depuis un certain temps. Pour la petite histoire, je viens d'un milieu peu politisé. L'environnement dans lequel j'ai grandi est plutôt éloigné des « habitus » militants, de l'action collective – bien que certains de mes grands-parents étaient, eux, plutôt ancrés dans les luttes sociales et le mouvement ouvrier, mais c'est une autre histoire. Aujourd'hui je dois donc très fréquemment faire le grand écart entre deux milieux qui coexistent et ne se comprennent pas toujours. J'observe en réunion de famille ou avec des amis des réactions parfois fortes à l'égard de certaines pratiques militantes. Aux Équipes Populaires aussi, les débats peuvent devenir véhéments quand ils se cristallisent autour de certaines pratiques... Pour en citer quelques-unes : le point médian, les néologismes prenant en compte les minorités de genre (les « iels » et autres nouveaux mots), le déboulonnage des statues, le lancer de soupe sur des tableaux bien connus... Si le fond du combat est rarement remis en question, la forme interpelle. « Je n'y comprends rien ! », « ce n'est pas pour moi, ça ne me concerne pas tout ça ! », « ils veulent quoi, qu'on s'excuse pendant encore des années ? », « je veux bien tout ce qu'on veut mais ça ne fait qu'aggraver les choses », etc.

QUI COMPREND QUOI ?

J'ai commencé par me demander si mes observations se retrouvaient à l'échelle de la société. Y a-t-il des catégories sociales dans lesquelles ces pratiques sont parti-

culièrement incomprises, provoquent du rejet ? Une étude française de 2021¹ nous donne des pistes intéressantes à ce sujet. Celle-ci s'est intéressée à la notoriété de certains nouveaux mots dans la population française et dans un deuxième temps à l'adhésion à ces nouveaux mots. Après analyse de l'étude, trois éléments sautent aux yeux :

- **La grande majorité des gens ne connaissent pas les termes et notions employés par les « nouveaux militants »** : écriture inclusive, masculinité toxique, culture du viol, intersectionnalité, autant de mots obscurs pour 75 à 90% de la population française.
- **Il y a un clivage socio-économique net entre ceux qui maîtrisent et ceux qui ne maîtrisent pas ces concepts** : globalement, les catégories sociales dites supérieures maîtrisent et connaissent ces notions, tandis que les ouvriers et non diplômés sont surreprésentés dans les catégories ne les connaissant pas. Le diplôme et la fonction dans la société semblent donc structurants.
- Un autre élément est intéressant à pointer : **le clivage urbain/rural**. J'avais en effet la sensation que ces débats ne vivaient pas de la même manière selon que l'on habite en ville ou à la campagne... Et en effet. S'il est moins net que le précédent, il y a néanmoins une surreprésentation des urbains dans les réponses : « oui j'en ai entendu parler et je vois de quoi il s'agit ».

En schématisant, les « oubliés », « extérieurs », « ceux qui ne voient pas de quoi il s'agit » sont autant des hommes que des femmes, plutôt issus du milieu populaire, ouvriers, sans diplôme supérieur, habitant à la campagne. La question de l'âge joue un rôle apparemment moins déterminant que les autres critères.

Quant à l'approbation des méthodes maintenant, l'âge des répondants joue un rôle beaucoup plus important : en effet ce sont plutôt les moins de 35 ans (parmi ceux qui voient de quoi il s'agit) qui approuvent les méthodes d'action militantes mentionnées.

Bien que cette étude concerne la France, il est vraisemblable que les perceptions soient sensiblement les mêmes en Belgique francophone. Il y aurait donc (1) une grande méconnaissance dans la société en général de ces méthodes, démarches, nouveaux mots... (2) des clivages sociaux qui ont un impact sur la (non) maîtrise et (non) adhésion à ces nouveaux codes militants. Cela m'amène à me demander ce qui, dans ces nouvelles pratiques, peut provoquer ce rejet. Sans trop de surprise, l'orientation politique (selon que l'on se considère de gauche ou de droite²) joue un rôle fondamental sur les raisons du rejet. Je ne m'attarderai ici que sur les critiques issues de la gauche.

Pour les critiques issues des milieux conservateurs, reportez-vous à l'interview de Martin Deleixhe (en pages 10 à 13 de ce numéro).

TROIS REPROCHES DE PROCHES

À nouveau, les critiques sont peu documentées. Selon Rachad Antonius³, c'est d'ailleurs peut-être dû aux pratiques mêmes du courant en question. Du point de vue d'Antonius, il est essentiel de « nommer et identifier les effets négatifs des approches wokes sur les luttes pour la justice sociale. Le fait que la droite veuille exploiter les dérapages découlant des postures wokes ne signifie pas que de tels dérapages n'existent pas ». Je vais donc tenter de m'adonner à l'exercice, et décrire ici les limites identifiées le plus souvent à propos du courant dit « woke ».

La première et celle qui revient le plus souvent, c'est la posture moraliste adoptée. Le moralisme peut produire des effets positifs, par exemple rendre inacceptables des conduites ou propos qui stigmatisent une communauté. Mais la quête de pureté, le manque de nuance, la vision binaire portée par certains groupes provoquent aussi d'autres effets.

Notamment l'injonction à prendre position. Être neutre ou ne pas avoir d'avis, ce serait d'office prendre parti pour l'autre camp. Mais alors, qu'en est-il de l'écrasante majorité des gens qui ne savent pas, ou pas encore, qui ne maîtrisent ni les concepts ni les enjeux ? Doivent-ils forcément et immédiatement prendre position ? Le lexique, les codes utilisés et mis en place par certains groupes créent des frontières culturelles entre ceux qui connaissent et ceux qui ne connaissent pas, un dedans et un dehors. Reprenons l'étude de l'IFOP : seuls 17% des sondés ont déjà entendu parler de « masculinité toxique » et voient de quoi il s'agit... est-ce que les 83% restants sont forcément des « alliés objectifs » du système patriarcal ? Catégoriser immédiatement en amis et ennemis, cela ne crée-t-il pas un affrontement plutôt que de réellement déconstruire les identités ?

Une deuxième critique est la tendance à étirer au maximum des concepts sociologiques, ce qui a pour conséquence de les rendre inopérants. Pour le dire autrement, la tendance à réduire certaines personnes à une dimension unique ou à tirer des généralités abusives. Exemple : la société dans laquelle nous évoluons est globalement toujours une société patriarcale, malgré des évolutions en la matière. Le pouvoir économique est



toujours globalement dans les mains d'hommes, en général plutôt blancs d'un point de vue sociologique, plutôt âgés et hétérosexuels. Là où certains identifient une dérive, c'est lorsque l'on applique ce raisonnement à des individus : « *Tu es un homme blanc hétérosexuel de plus de cinquante ans, alors tu fais forcément partie des dominants, et ce peu importe ton origine socio-économique ou ton parcours de vie...* » À ce propos, Romuald Sciora⁴ tempère la critique en rappelant que les exagérations n'ont qu'un temps : « *Nous pourrions citer d'autres exemples d'excès générés par le wokisme comme celui qui consiste à faire des mâles blancs hétérosexuels les nouveaux parias, mais n'oublions pas que toutes les révolutions, qu'elles soient politiques ou sociétales, ont produit dans un premier temps de nombreux excès. Rappelons-nous la révolution sexuelle qui n'est pas si éloignée et dont les outrances ont fini par s'estomper* ».

Troisième critique, à propos des méthodes employées cette fois-ci : la *cancel culture* – ou la culture du bannissement. Mais qu'est-ce donc que cela ? C'est une pratique visant à bannir des individus, groupes, institutions, œuvres, idées, monuments... de l'espace public parce qu'ils ne correspondent pas à certaines valeurs. La personne est dénoncée publiquement, expulsée des cercles sociaux ou professionnels – sur les médias sociaux ou dans le monde physique, ou les deux. Elle serait pour ainsi dire « annulée ». Pour certains, cette culture de la dénonciation est une forme d'auto-justice, condamnant sans procédure juridique, qui peut donner lieu, notamment, à du cyberharcèlement. Elle aurait en tout cas pour conséquence d'empêcher tout débat (« on ne peut plus rien dire ! ») en produisant une forme d'intolérance à l'égard des opinions différentes. Rachad Antonius considère que c'est une « menace sérieuse ». En effet, selon lui, les pressions qui en découlent peuvent avoir un effet paralysant. « *Elles ont déjà un effet négatif sur notre capacité collective d'analyser les enjeux des luttes pour l'égalité, car elles ne permettent pas la confrontation de différents points de vue, confrontation absolument*



nécessaire pour que le savoir progresse en sciences sociales et pour que le débat progresse dans le champ politique. »

TOUTES PROPORTIONS GARDÉES, UN PAS DE CÔTÉ

Si ces excès existent réellement, Renaud Maes insiste néanmoins sur leur faible proportion par rapport à ceux des « antiwokistes » : « *La liberté d'expression est tout autant menacée à cause de l'extrême droite. Les mouvements identitaires de droite sont beaucoup plus importants en Europe aujourd'hui en nombre de personnes et en visibilité dans les parlements*⁵ ». Il prend l'exemple des militants d'extrême droite français : « *Il y a une habitude de harcèlement jusqu'à ce que les personnes se taisent et personne ne va suspecter que ce soit de la cancel culture, alors que c'est une forme plus puissante encore en nombre de personnes et en violence des propos* ».

Ce que j'ai tenté de faire ici, de manière peut-être maladroite et certainement incomplète, c'est d'esquisser une réflexion un peu « à côté » du débat actuel, parfois binaire, entre les « wokistes » et les « antiwokistes », tenter de comprendre

pourquoi certaines pratiques produisent autant de rejet sur la forme, malgré un relatif accord sur le fond. Alors je me demande... Comment conserver la radicalité des combats politiques menés (le fond, la lutte contre les dominations et les injustices sociales) tout en ayant une méthode inclusive et accueillante pour les non-initiés (la forme) ? Est-ce possible, désirable ? Ou la solution résiderait-elle plutôt dans l'articulation de méthodes et stratégies différentes, orientées vers des publics différents ? Ou encore, dans une posture plus rassembleuse, plus inclusive, qui permette la coexistence de différents publics ? □

1. « Notoriété et adhésion aux thèses de la pensée « woke » parmi les Français », IFOP, février 2021.

2. L'article « La gauche, la droite : une boussole cassée ? » du Contrastes n°221 (Mars-Avril 2024) explicite ces notions.

3. Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, ses recherches récentes ont porté notamment sur la définition théorique des notions de minorités et de majorités et sur le conflit israélo-palestinien.

4. Romuald Sciora dirige l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS et a récemment rédigé l'ouvrage « Faut-il avoir peur du wokisme ? Comprendre la philosophie woke ».

5. <https://www.rtb.be/article/la-culture-woke-ce-mouvement-militant-qui-inonde-les-reseaux-sociaux-10727235>